



**Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense,
de la Coopération et de l'Immigration**

Procès-verbal de la réunion du 10 juin 2013

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 12 mars 2013
2. L'abandon du projet Eurohawk et ses implications pour le Luxembourg (demande du groupe politique "déli gréng" du 22 mai 2013)
3. 6548 Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012
 - Rapporteur : Monsieur Ben Fayot
 - Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
 - Présentation, discussion et adoption d'un projet de rapport
4. 6574 Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO):
 - adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents
5. 6576 Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles et parlementaires en 2013:
 - adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents
6. Dossiers européens
 - adoption de la liste des documents transmis entre le 1er et le 7 juin 2013
 - nomination de rapporteurs:
COM(2013) 242 : Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant attribution d'une assistance macrofinancière au royaume hachémite de Jordanie

COM(2013) 280: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS. Accorder une autonomie accrue aux autorités locales dans les pays partenaires pour une meilleure gouvernance et des résultats plus concrets en matière de développement

 - présentation des documents qui sont dans la compétence de la commission:

SWD(2013) 90: Joint Staff Working Document. Implementation of the European Neighbourhood in Georgia. Progress in 2012 and recommendations for action (Rapporteur: M. Marcel Oberweis)

COM(2013) 269 RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS. Rapport 2013 sur la citoyenneté de l'Union. Citoyens de l'Union: vos droits, votre avenir. (Rapporteur : M. Ben Fayot)

COM(2013) 270 RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 25 TFUE concernant les progrès réalisés sur la voie de l'exercice effectif de la citoyenneté de l'Union pendant la période 2011-2013. (Rapporteur : M. Ben Fayot)

7. Divers

*

Présents : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Eugène Berger, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Félix Braz, M. Fernand Diederich (remplaçant Mme Lydia Mutsch), M. Félix Eischen, M. Ben Fayot, M. Norbert Hauptert, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense
M. Patrick Engelberg, Directeur de la Défense
M. Michel Leesch, Direction de la Défense

M. Jean-Paul Bever, Mme Rita Brors, Administration parlementaire

Excusés : Mme Christine Doerner, Mme Lydia Mutsch

*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission

*

1. **Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 12 mars 2013**

Le projet de procès-verbal est adopté.

2. **L'abandon du projet Eurohawk et ses implications pour le Luxembourg (demande du groupe politique "déi gréng" du 22 mai 2013)**

Le représentant du groupe politique « déi gréng » demande si l'abandon par l'Allemagne du projet Eurohawk a des répercussions sur le projet similaire américain AGS qui est cofinancé par 15 pays membres de l'OTAN, dont le Luxembourg. La commission donne suite à la demande de M. le Ministre de ne pas reproduire les détails de ses explications dans le présent procès-verbal. M.

le Ministre souligne qu'Eurohawk et AGS sont des projets distincts et que le Luxembourg n'est impliqué que dans la technologie des drones de reconnaissance.

3. 6548 Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012

Suite au refus du peuple irlandais au référendum sur le traité de Lisbonne le 12 juin 2008, le Premier ministre irlandais a présenté au Conseil européen les préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne. Il a été convenu de trouver une solution donnant satisfaction à la fois à l'Irlande et aux autres Etats membres pour ouvrir la voie à la ratification du traité. Les préoccupations concernent la neutralité de l'Irlande, certains principes fixés dans la Constitution irlandaise, notamment le droit à la vie, l'éducation et la famille, ainsi que la fiscalité. Le Conseil européen a fixé des garanties dans un Protocole qui doit être ratifié par les Etats membres.

Au cours de la discussion, le représentant de la sensibilité politique ADR souligne l'importance du principe du droit à la vie.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

4. 6574 Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO):
- adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents

La commission adopte le projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents.

5. 6576 Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles et parlementaires en 2013:
- adoption d'un projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents

La commission adopte le projet d'avis à l'intention de la Conférence des Présidents.

6. Dossiers européens
- adoption de la liste des documents transmis entre le 1er et le 7 juin 2013

La liste des documents est adoptée.

M. Angel est nommé rapporteur pour le document COM(2013) 292.

- nomination de rapporteurs:
COM(2013) 242 : Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant attribution d'une assistance macrofinancière au royaume hachémite de Jordanie

Mme Mergen est nommée rapporteure.

COM(2013) 280: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT

EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS. Accorder une autonomie accrue aux autorités locales dans les pays partenaires pour une meilleure gouvernance et des résultats plus concrets en matière de développement

M. Angel est nommé rapporteur.

- présentation des documents qui sont dans la compétence de la commission:

**SWD(2013) 90: Joint Staff Working Document. Implementation of the European Neighbourhood in Georgia. Progress in 2012 and recommendations for action
(Rapporteur: M. Marcel Oberweis)**

La présentation de ce document est reportée à une réunion ultérieure.

**COM(2013) 269 RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS. Rapport 2013 sur la citoyenneté de l'Union. Citoyens de l'Union: vos droits, votre avenir.
(Rapporteur : M. Ben Fayot)**

**COM(2013) 270 RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 25 TFUE concernant les progrès réalisés sur la voie de l'exercice effectif de la citoyenneté de l'Union pendant la période 2011-2013.
(Rapporteur : M. Ben Fayot)**

Le rapporteur présente les deux documents sur la citoyenneté européenne. En 2010, la Commission européenne avait annoncé 25 actions permettant aux citoyens européens de jouir pleinement des droits de la citoyenneté européenne et ayant le but de réduire la bureaucratie transfrontière, p. ex. en ce qui concerne les actes civils, les victimes à la criminalité ou encore l'immatriculation de véhicules. Le rapport 2013 ajoute 12 nouveaux engagements dans 6 domaines, dont des facilités pour travailleurs transfrontaliers et étudiants, des mesures en faveur de la mobilité des personnes handicapées, la diminution de formalités administratives, la facilitation de la vente par internet, l'amélioration du guichet « Europe direct » et la participation aux élections des citoyens européens résidents non originaires de l'Etat membre.

Le deuxième document porte plus particulièrement sur l'égalité de traitement en matière d'emploi (égalité raciale, égalité entre hommes et femmes), en détaillant des faits concernant la citoyenneté européenne, la jurisprudence de la Cour européenne de Justice retenant le principe qu'aucune mesure nationale ne peut priver les citoyens européens de jouir de leurs droits (libre circulation sur le territoire de l'Union européenne, droit de séjour des membres de la famille de citoyens européens, droit de vote). La Commission européenne est intervenue auprès de onze Etats membres ayant empêché la fondation ou l'adhésion à des partis politiques. Le rapporteur fait remarquer qu'un projet de loi transposant une directive européenne sur les candidatures des citoyens européens aux élections est par ailleurs en cours de procédure à la Chambre

des Députés (doc. parl. 6571).

27 projets ont été lancés dans le cadre de l'initiative citoyenne, dont un est susceptible d'atteindre le minimum requis de signatures. Le rapport ne détaille pas le titre de cette initiative qui est probablement celle sur l'accès à l'eau.

Un recours a été fait contre plusieurs Etats membres, dont le Luxembourg, concernant l'accès à la profession de notaire.

Une étude de la Commission européenne sur l'accès aux études supérieures dans les Etats membres et aux aides financières est en cours d'être réalisée.

Débat

Un membre de la commission souligne l'importance pour le Luxembourg de la revendication de l'accès transfrontier aux indemnités de chômage pour une période dépassant trois mois. Il met en question certaines actions de la Commission européenne se situant dans des domaines de souveraineté nationale (droit de vote, accès à la profession de notaire). Le Président de la commission précise qu'il s'agit de questions liées à la libre circulation des citoyens.

7. Divers

Le Président de la commission informe qu'il accueillera l'ambassadeur de la République d'Indonésie le mardi 11 juin à 10 heures et invite les membres intéressés à assister à cette entrevue.

Luxembourg, le 17 juillet 2013

La secrétaire,
Rita Brors

Le Président,
Ben Fayot